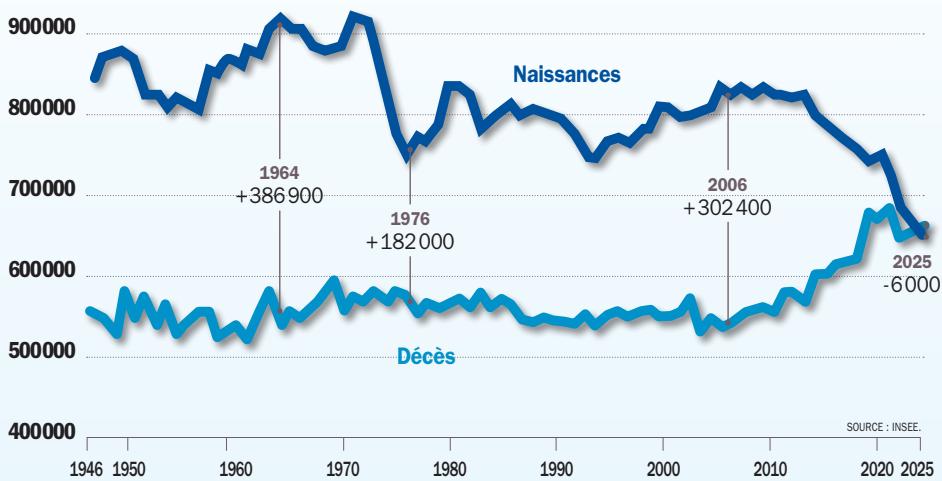
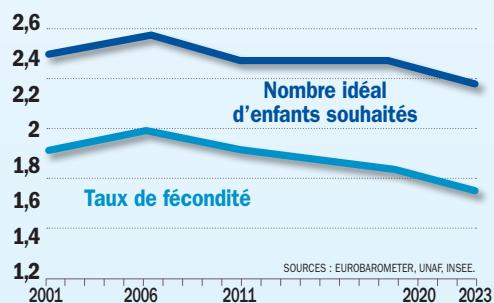


# En couverture

## Solde naturel naissance-décès



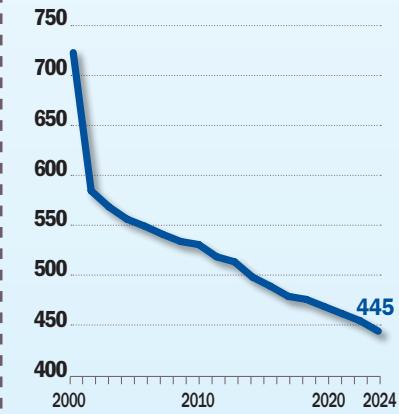
## Nombre idéal moyen d'enfants souhaités par femme par rapport au taux de fécondité



## Nombre d'élèves en maternelle et en primaire (en milliers)



## Nombre de maternités en France

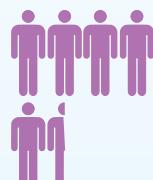


**22 %**

C'est la part de la population française âgée d'au moins 65 ans, soit presque autant que celle des moins de 20 ans.

SOURCE : INSEE, AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2026.

**4 cotisants**  
pour 1 retraité en 1960.



**1,4 cotisant**  
pour 1 retraité en 2070.

SOURCE : COR.

**2,2 millions**

C sera le nombre de personnes âgées dépendantes en 2050, soit le double d'aujourd'hui.

SOURCE : RAPPORT LIBAULT.

**16 pour 1**

C'est le nombre d'écoles qui ferment pour une ouverture d'Ephad.

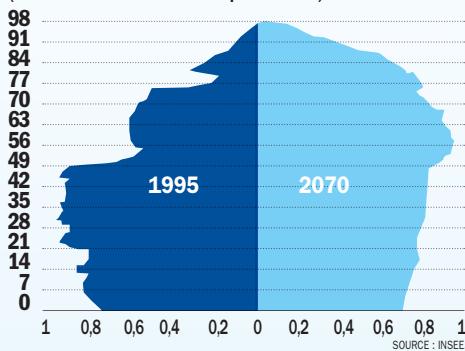
SOURCE : MAXIME SBAÏHI, LES BALANÇOIRES VIDÉS.

**4% des femmes** **6% des hommes**

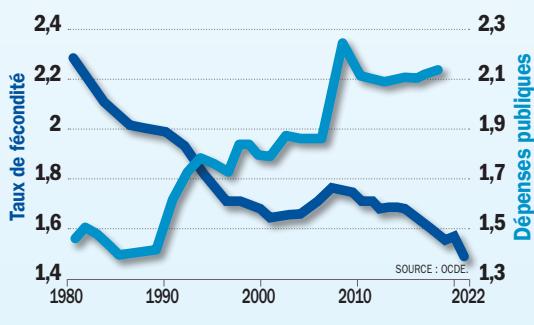
ne veulent pas d'enfants.

SOURCE : INED.

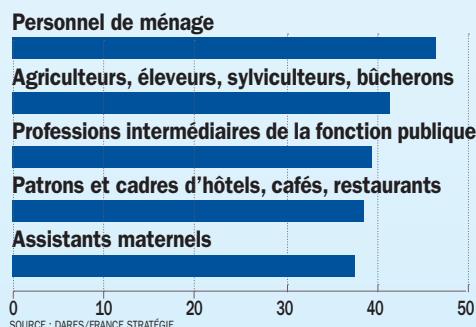
Pyramide des âges  
(en années et millions de personnes)



Taux de fécondité et dépenses publiques de prestations familiales dans l'OCDE (en %)



Métiers avec les plus importants taux de départ en fin de carrière d'ici à 2030 (en % de l'effectif total)



Photomontage : Shutterstock

## Démographie

# DU DÉNI AU DÉFI

*Après avoir été longtemps épargnée, la France est rattrapée par le vieillissement de sa population. Si certains refusent encore d'affronter la réalité, les premières solutions émergent pour éviter l'inéluctable déclin.*

**U**n Paris-Lyon en TGV avec l'assurance de ne pas être dérangé par les pleurs et les brailllements de bambins. C'est la promesse d'Optimum Plus, la nouvelle offre de la SNCF pour businessman en mal de concentration ! Mais face aux tonnerres de réactions fustigeant une société capable de mettre au ban ses enfants, l'entreprise publique a corrigé le tir en acceptant les plus de 12 ans. Et Jean Castex, le PDG de la SNCF, a tenu à préciser que « *les enfants sont les bienvenus dans nos trains* » sans pour autant remettre en cause son nouveau dispositif. Alors que la France traverse la plus grande crise démographique depuis 1945, avec un solde naturel négatif – il y a plus de décès que de naissances – et que son taux de fécondité – autour de 1,56 enfant par femme – est au point le plus bas depuis la Première Guerre mondiale, une certaine forme de déni semble persister. Le projet de loi de finances 2026 n'a-t-il pas fait la part belle aux retraités, avec une indexation totale des retraites sur l'inflation et le maintien des 10% d'abattement pour « *frais d'emplois* », au détriment de la jeunesse, avec notamment le décalage de la valorisation des allocations familiales de 14 à 18 ans ? Même le nouveau congé de naissance, qui offre un ou deux mois de pause à chaque parent, est reporté de six mois, pour application au 1<sup>er</sup> juillet. « *C'est un Budget gérontocratique* », dénonce François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France. *Nous faisons systématiquement le choix des seniors plutôt que celui des jeunes.* » Il faut dire que les parlementaires savent bien où se situe aujourd'hui leur vivier électoral : la population des plus de 60 ans pèse déjà plus de 20 % de la population totale et en représentera le tiers dans dix ans. La Cour des comptes est formelle : « *Les dépenses liées au vieillissement représentaient 45 % des dépenses publiques de la France en 2023, alors que celles liées à la natalité (éducation et politique familiale) ne pesaient que 12,8 %.* »

### Bouleversement structurel

Mais au-delà de ces incidences budgétaires, c'est bien à un phénomène structurel qu'est confronté notre pays. A l'instar du bouleversement climatique, cette crise démographique a des répercussions sur tous les pans de notre société. « *La France est-elle en train de connaître une japonisation de son économie ?* » interroge Maxime Sbaihi, dans son livre *Les Balançoirs vides* ►►►

►►► (lire p. 58). L'économiste a calculé que la dénatalité et le vieillissement de la population devraient réduire de 8% en moyenne le PIB par habitant des pays de l'OCDE dans les trois prochaines décennies. Notre Sécurité sociale a été bâtie sur le double postulat que la jeunesse serait toujours majoritaire et la pyramide des âges toujours pyramidale. Ce qui n'est déjà plus le cas. Pour un Ehpad qui ouvre, 16 écoles ferment; et les filières sous tension, faute de main-d'œuvre, se multiplient.

## Volonté politique

Mais il y a encore quelques raisons d'espérer. D'abord parce que le désir d'enfants en France reste bien supérieur à celui de nos voisins. Et que les principaux obstacles à la natalité (logement, mode de garde, politique familiale) pourraient être levés avec un minimum de volonté politique (lire p. 62). Emmanuel Macron a lancé dès 2024 un plan de « réarmement démographique », avec notamment un volet de lutte contre l'infertilité. Alors que le pouvoir d'achat immobilier s'est effondré (voir p. 62) et que les ménages ont perdu environ 25 mètres carrés en quinze ans, le gouvernement vient de présenter un plan de relance pour le logement avec la volonté de construire 2 millions de logements d'ici à 2030.

La mission d'information parlementaire sur la baisse de la natalité, qui devrait rendre ses conclusions dans les tout prochains jours, devrait, elle, proposer un prêt à taux zéro pour chaque naissance, pour un coût estimé à 200 millions d'euros par an, et une forme d'incitation fiscale pour pousser les promoteurs à construire des logements familiaux, moins rentables que les petites surfaces. Toutefois, cette instance veut remettre à plat l'ensemble de la politique familiale et « remplacer les allocations familiales devenues illisibles par un seul versement familial universel dès le premier enfant de 250 euros par mois, pour un coût quasiment à périmètre constant entre 30 à 40 milliards d'euros », révèle le rapporteur, le député (Horizons) Jérémie Patrier Leitus. Un sujet qui devrait surtout s'inviter assez vite dans la campagne présidentielle.

Thiébault Dromard



## L'éditorial de NICOLAS DOMENACH

# La tranquillité des cimetières

« *S*'il est acquis que le peuple français ne se reproduit pas, alors la France ne peut plus rien être qu'une lumière qui s'éteint. » Ainsi discourait Charles de Gaulle en mars 1945. Sous les applaudissements du Parti communiste alors partisan enthousiaste d'une politique nataliste, « *afin de redresser la France* ». Le général n'hésitait pas à « *appeler à la vie les 12 millions de beaux bébés qu'il faut à la France en dix ans !* » On ne sait jusqu'à quel point son rôle fut décisif dans le baby-boom qui suivit la Libération. Mais il eut en tout cas plus d'impact que son lointain successeur Emmanuel Macron dont l'injonction au « *réarmement démographique* » n'a pas empêché un krach des naissances. L'an dernier, pour la première fois depuis 1945, on s'est incliné devant plus de tombeaux que de berceaux. Ce qui provoque un électrochoc politique dont on n'a pas encore mesuré toute l'ampleur. Cet effondrement de la démographie ne provoque pas – pas encore – des propositions et autocritiques.

**La révolution doit être globale si l'on veut s'arracher au baby krach. Ce qui implique d'abord de renoncer à la priorité accordée aux plus âgés.**

Encore un peu de notre fierté nationale qui s'évanouit puisque nous faisions jusqu'à présent plus d'enfants que nos voisins européens. Et nous voilà aussi stériles qu'eux, avec en prime un pessimisme national qui atteint des sommets. Terrible fin de règne macroniste pourtant commencé dans l'optimisme. Mais le temps des remises en cause arrive.

En matière démographique, certains dirigeants ont commencé de s'arracher au déni. Le choc cette fois est incontournable et secoue la droite comme la gauche. Le débat présidentiel à venir va confronter des points de vue

qui s'élaborent dans les groupes de travail enfin à l'œuvre. Plus question par exemple d'ignorer que le président François Hollande s'est égaré en rabotant le quotient familial. Ce ne sont certes pas les aides publiques qui font la décision d'enfanter; mais leur diminution contribue à décourager. Quant à la droite, sa prétenue priorité accordée à la famille n'a pas empêché la baisse du désir d'enfant, y compris dans son électorat. Les experts désormais écoutés travaillent depuis longtemps sur ce qu'ils appellent le « *multifactoriel* », avec une interrogation essentielle : les femmes désirent un enfant plus qu'elles n'en engendrent, mais qu'est-ce donc qui décourage ?

Le constat initial est largement partagé : redresser notre natalité est indispensable à notre croissance, à notre vitalité, à notre puissance, à notre bonheur de vivre et d'entreprendre, au-delà même de l'équilibre de nos retraites. A part les écologistes malthusiens, le consensus existe. Mais qui sera prêt aux efforts colossaux

à entreprendre, efforts que chacun connaît, et d'abord le logement ? Un jeune couple disposant d'un revenu médian a perdu 25 mètres carrés en

dix ans, soit l'équivalent de deux chambres d'enfants. Ensuite, qu'en est-il de l'amélioration des structures d'accueil pour les tout-petits ? Enfin, il faudrait aller plus loin par une politique fiscale et des dispositions spécifiques au travail. La révolution à accomplir ne peut être que globale, et à long terme, si l'on veut s'arracher au baby krach. Voilà qui implique d'abord de renoncer à la priorité accordée aux plus âgés, qui certes votent plus que leurs cadets et à qui on croit faire plaisir en installant la politique du « *no kids* » dans les restaurants, les hôtels, les transports. Halte à la tranquillité des cimetières. ■

# HENRI SECULA ACHÈTE



VASES GALLÉ,  
DAUM, LALIQUE, ...



VASE  
CHINOIS



SCULPTURES EN  
BRONZE, MARBRE,  
RÉGULE, ...



PIANOS DROITS,  
OU PIANOS À QUEUE,  
SAXOPHONES,  
VIOLONS, ...



SACS À MAINS  
ET FOULARDS  
DE MARQUES



PIÈCES  
DE MONNAIE



MONTRES  
ROLEX,  
CARTIER,  
OMEGA,  
LIP, ...



HORLOGES



PENDULES



OBJETS ASIATIQUES :  
VASES, ASSIETTES, JADES,  
BOUDDHAS, IVOIRES,  
TABLEAUX, ...



MOBILIERS  
DE TOUTE ÉPOQUE



MANTEAUX



LIVRES ANCIENS  
ET CONTEMPORAINS



TOUTES  
ARGENTERIES



VINS, ALCOOLS  
ET CHAMPAGNES  
ANCIENS



BRIQUETS



BIJOUX ANCIENS ET  
CONTEMPORAINS

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération

N'hésitez pas à nous contacter pour tous renseignements. Déplacements réguliers et gratuits sur toute la France.

06 34 59 59 78 - [henri.antiquite@gmail.com](mailto:henri.antiquite@gmail.com)



**MAXIME SBAIHL,**

économiste, directeur stratégique du Club Landoy

# “En temps de crises, l’enfant est une variable d’ajustement”

*L’auteur des Balançoires vides détaille les causes de la chute de la natalité en France. Pour inverser la tendance, il avance des pistes, notamment en termes de politiques familiales, de transmission et de logement.*

### **Challenges. Peut-on dire qu'il y a une spécificité à la crise démographique en France ?**

**Maxime Sbaihi.** Il y a eu une exception française. Avant 2010, nous étions le pays résistant à la baisse de la natalité, avec 2 enfants par femme en moyenne ; les naissances étaient en hausse depuis 1994, au point que les délégations étrangères faisaient la queue devant le ministère de la Famille pour trouver l'inspiration. Mais à partir de 2010, il y a eu une cassure dans tous les pays riches, que certains économistes reliaient à la crise financière. En France, elle a inversé la tendance, et dans les autres pays, cela a accéléré un phénomène déjà bien installé. Sur le papier, nous avons le modèle parfait pour faire des enfants. Notre politique familiale est parmi les plus généreuses au monde. Nous avons aussi des moeurs libérales : 66% des enfants naissent hors mariage. Par ailleurs, nous figurons parmi les pays les plus avancés en terme d'égalité hommes-femmes. Enfin, nous disposons d'une éducation gratuite à partir de l'âge de 3 ans. Très peu de pays peuvent se prévaloir de cocher autant de cases. Et pourtant, nous avons perdu 25% de naissances en quinze ans.

### **Quelles sont les principales causes de ce déclin ?**

Il y a énormément de raisons. Les sociologues mettront notamment en avant la fragilisation du couple, la hausse du célibat, la multiplication des sites de rencontre et leur « paradoxe du choix ». Pour ma

part, je m'intéresse surtout aux raisons économiques trop souvent évacuées. Il existe trois obstacles majeurs sur les quinze dernières années. Le premier est immobilier. Dans nos grandes villes, un jeune actif a perdu en moyenne 25 mètres carrés habitables depuis 2000, soit l'équivalent de deux chambres d'enfants. Le deuxième, c'est la crise des modes de garde pourtant indispensables au bon équilibre de la vie professionnelle et personnelle. Or nous avons perdu 25% des effectifs d'assistantes maternelles depuis 2010 en raison de départs massifs à la retraite. Troisième frein : la compression du niveau de vie des actifs, confrontés à une succession de crises majeures. Pour la première fois dans l'histoire de la France, le niveau de vie des actifs est rattrapé par celui des retraités.

### **« Les Français qui ont encore les moyens et l'espace pour faire des enfants ne sont plus en âge d'en avoir ! »**

Ceux qui ont encore les moyens et l'espace pour faire des enfants ne sont plus en âge d'en avoir ! Dans les années 1970, on pouvait doubler son niveau de vie en quinze ans de travail, aujourd'hui, il en faut 80 ! Parce que la croissance s'est effondrée, mais aussi parce que la solidarité intergénérationnelle pèse de plus en plus sur les salaires : 28% du salaire brut est sacrifié aux retraites. Aujourd'hui, l'enfant devient une

variable d'ajustement de toutes ces crises.

### **Quels sont les risques à court et moyen terme ?**

Le plus gros, largement passé sous silence, est celui du piège de la basse fécondité, à savoir un taux de fécondité trop bas, trop longtemps. Un vrai cercle vicieux car moins d'enfants aujourd'hui, c'est moins de futurs parents demain. Sociologiquement les petites familles avec peu d'enfants deviennent la nouvelle norme sociale.

### **Mais la France n'y est pas encore...**

Non, pas encore, mais elle s'en rapproche. Le Japon, la Corée et l'Italie y sont déjà. Sortir de ce piège est quasiment impossible. Dans l'Hexagone, on constate déjà des éléments tangibles inquiétants : notre système éducatif a fermé 6 000 établissements scolaires depuis 2010 car nous avons perdu un demi-million d'élèvres. Notre modèle social est fragilisé par une pyramide des âges qui s'est largement déformée. Les générations ne se renouvellent plus, et les plus de 60 ans sont majoritaires par rapport aux moins de 20 ans. Ce n'est jamais arrivé !

### **Vous décrivez donc une crise systémique ?**

Oui, cela touche tous les pans de notre société : l'école, le modèle social, le travail, l'économie, les territoires. Les démographes finissent par utiliser le même vocabulaire que les climatologues : on assiste à des « changements de régime irréversibles » avec des effets cliqués. Cela peut paraître aussi anxiogène et vertigineux que la crise climatique.



**Avec la grande transmission du papy-boom, plus de 9 000 milliards d'euros vont être versés d'une génération à une autre. Peut-on espérer un ruissellement jusqu'à la génération en âge d'avoir des enfants ?**

Les baby-boomers sont la génération la plus riche de l'histoire : les plus de 60 ans représentent 25% de la population et détiennent 60% du patrimoine en France. Mais l'âge des héritiers a augmenté : on héritait à 35 ans en 1945, aujourd'hui, on en bénéficie à plus de 55 ans. De plus en plus de retraités héritent de retraités. Pour donner plus de fluidité au patrimoine, je serais favorable à la suppression de la réserve héritière, outil de reproduction sociale qui oblige à transmettre à ses enfants et empêche, par exemple, de sauter une génération.

**L'immigration de travail est aussi un recours face à la pénurie de main-d'œuvre, mais comment faire consensus sur ce sujet ?**

Le problème en France, c'est que nous n'avons pas de stratégie en la matière. L'immigration zéro est un suicide économique quand on a, comme c'est désormais le cas, un solde naturel négatif. Même Giorgia Meloni en Italie l'a compris en faisant venir 1 million de travailleurs étrangers (*lire p. 66*). Dans certains territoires, le choix se résumera à un aidant étranger ou un aidant programmé (robot humanoïde). On ne pourra pas faire autrement.

**Parmi ces solutions, laquelle est à vos yeux la plus urgente à mener pour tenter au moins de stabiliser la courbe ?**

Il n'y a pas de miracle. Mais s'il fallait mettre le poids du corps sur un élément, ce serait sans doute les modes de garde des jeunes enfants pour faire en sorte qu'ils soient abordables, accessibles, avec des horaires adaptés. Le service public de la petite enfance ne tient pas ses promesses. Les grands-parents ont aussi un rôle à jouer sur ce sujet, ils pourraient être davantage sollicités dans ce secteur sous tension pour ne pas avoir à choisir entre carrière et famille. Rappelons-nous que ce sont dans les pays où les femmes travaillent le plus que la fécondité résiste le mieux. **Propos recueillis par Thiébault Dromard**

Quentin Houdas pour Challenges

**Parmi les solutions, ne faut-il pas envisager de simplifier et universaliser les allocations familiales ?**

Même si les politiques familiales ont une incidence marginale sur la natalité, il ne faut rien négliger. Le problème, c'est qu'elles sont très mal calibrées. On leur a donné trop d'objectifs : réduire les inégalités, favoriser le travail des femmes, lutter contre la pauvreté infantile, soutenir la natalité. C'est trop. Il faut remettre de la lisibilité et cela passe notamment par l'universalité et l'allocation familiale unique dès le premier enfant.

**Le logement apparaît aussi comme un frein majeur. De quels leviers dispose-t-on ?**

Un récent papier de Benjamin Couillard, de l'université de Toronto, montre que la moitié de la baisse

de la fécondité aux Etats-Unis entre 2000 et 2010 peut s'expliquer par l'augmentation des loyers. En France aussi, le logement est devenu un contraceptif involontaire. Les revenus du travail n'ont pas augmenté aussi vite que les prix de l'immobilier. Et il n'y a pas de solution magique. La demande va croître car les ménages vont augmenter en nombre et diminuer en taille en raison des divorces et du vieillissement démographique. Il faut retrouver une rotation dans le logement social pour rajeunir ses occupants, dénormaliser le secteur, réduire les droits de mutation, faciliter la transformation des bureaux en logements et construire plus, mais pas que des studios. Il faut également accepter de construire pour des familles, même si c'est moins rentable.

Retrouvez l'intégralité de cette interview sur [Challenges.fr](http://Challenges.fr)

## En couverture



**Magasin Picard, à Paris.** La distribution s'adapte à la réduction de la taille des ménages, en privilégiant les produits pour une ou deux personnes aux formats familiaux, ce qui fait le succès de l'enseigne de surgelés.



**Usine de protections pour adultes Ontex, à Dourges (Pas-de-Calais).** Leur volume de vente a bondi de 85% en dix ans en France. Celui des couches pour enfant a perdu plus de 20%.

# La grande consommation change de paradigme

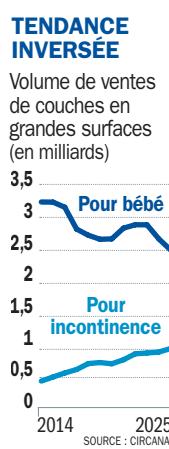
*Le croisement inédit de la courbe du nombre de décès et de celle du nombre de nouveau-nés en 2025 a été un électrochoc. Avec des répercussions déjà visibles dans certains secteurs, comme l'agroalimentaire, l'hygiène ou les loisirs.*

Et si le marché de l'incontinence des seniors doublait celui des couches pour bébé? Selon les données de l'institut Circana, les volumes de vente de protections pour adultes ont bondi de 85% en dix ans en France (voir graphique), là où celui des couches pour enfant a perdu plus de 20%. Les entreprises s'adaptent. Positionnée jusqu'à présent sur le premier âge, la PME familiale de couches écologiques Love & Green développe ainsi son offre dédiée à l'hygiène féminine et à l'incontinence. Dans le monde de la grande consommation, le croisement de la courbe du nombre de décès et de celle du nombre de nouveau-nés en France en 2025 a été un électrochoc. La baisse des nais-

sances et le vieillissement de la population ne sont plus un horizon mais une réalité, à laquelle il faut s'adapter.

Certaines catégories sont particulièrement touchées. C'est le cas du secteur de la petite enfance. La demande de placement en redressement judiciaire, le 27 janvier, des enseignes Okaidi et Oxybul, le symbolise. Le marché de la puériculture a chuté en valeur de 5% en 2025, quand celui de la mode pour enfants résiste, accusant seulement 1% de baisse entre 2022 et 2025. Le jouet progresse encore, mais le recul des naissances l'impacte déjà, jusqu'à 1,5 point par an.

Pour rester dans la course, l'offensive des fabricants et distributeurs est lancée. Premier levier pour



maintenir le cap : jouer sur la profondeur de l'offre. Certains réduisent leurs gammes. « Nous nous devons de répondre à un besoin clair des parents en proposant des produits de qualité et non plus des produits gadget », soutient Guillaume Chapusot, directeur France de la marque américaine Nûby. D'autres, au contraire, élargissent leur offre. Depuis 2024, Verbaudet a ouvert sa place de marché en ligne à des vendeurs tiers : « Nous nous sommes diversifiés pour couvrir l'ensemble des besoins de l'enfant, ce qui nous a permis de faire progresser notre chiffre d'affaires en 2025 », soutient son dirigeant Mathieu Hamelle. Deuxième levier : miser sur l'innovation. « Certes, il y a moins d'enfants,



mais les parents allouent plus de ressources sur ce ou ces deux enfants », analyse le démographe Hervé Le Bras. Alors, certains fabricants montent en gamme, comme la marque de poussettes Cybex, qui propose des produits évolutifs et compacts, grâce à un mécanisme de pliage facile, à plus de 1000 euros.

### Du packaging au snacking

Mais bon nombre d'entreprises font un choix bien plus radical : délaisser les enfants pour les adultes. Depuis le confinement, le marché du jouet opère un virage majeur pour changer de cible : jeux de société, cartes stratégiques, jeux de construction... Résultat, de 26% en 2021, les adultes pèsent désormais

36% du marché du jouet en France, selon Circana. De nouveaux formats émergent, comme les magasins King'Dultes, de King Jouet. Même la peluche séduit désormais les adultes. Le fabricant français Doudou et Compagnie a baissé de 20% son offre dédiée au premier âge pour augmenter d'autant ses références sur les adultes. De la crème anti-âge aux plats enrichis en oméga 3 en passant par ceux faciles à mâcher, les seniors, aux poches profondes et qui pèsent désormais plus de 20% de la population française, sont aussi prisés. Coopérative U retravaille ses emballages : la taille de police des recettes a été agrandie, les ouvertures facilitées. Carrefour, de son côté, a installé

**Magasin King Jouet de Lempdes (Puy-de-Dôme). En quatre ans, sur le marché français du jouet, le poids des produits pour adultes est passé de 26% à 36%.**

des bancs dans ses hypermarchés. Toutefois, la distribution s'adapte à la réduction de la taille des ménages, en privilégiant les produits pour une ou deux personnes aux formats familiaux. « *Les paquets de pâtes d'un kilo se vendent de moins en moins depuis dix ans* », explique Emily Mayer, spécialiste de la grande distribution de Circana. « *Le succès de Picard est lié à ce phénomène* », appuie le consultant Philippe Goetzmann. Philippe Palazzi, directeur général du groupe Casino (Monoprix, Franprix), va plus loin : « *Dans les foyers d'une ou deux personnes, on cuisine de moins en moins*, estime-t-il. *Par conséquent, nous misons beaucoup sur le snacking*. » Alors que la restauration à emporter pèse 10% du chiffre d'affaires de son entreprise, le dirigeant estime qu'elle en représentera la moitié dans dix ans.

### Du panier au pressing

Toutefois, pour Cécile Désaunay, directrice d'études au think tank Futuribles, le salut ne viendra pas des produits, mais des services. « *Les personnes âgées cherchent certes les biens matériels, mais aussi de la sociabilité*. » C'est la piste qu'a empruntée Héloïse Lamotte, qui a fondé l'entreprise Mains d'Argent, qui aide chaque mois 1000 personnes âgées à remplir leur panier dans une vingtaine de supermarchés. « *Quand je faisais mes courses, je voyais des populations en recherche de lien social* », se souvient-elle.

De même, le groupe Casino veut faire de ses commerces de proximité – prisés par les personnes âgées et les petits foyers – de véritables pôles de services, de La Poste au pressing, en passant par la conciergerie. Un virage qui pourrait être salvateur pour les distributeurs alors que, depuis les années 1970, la croissance de la consommation des ménages a déjà été divisée par quatre et que, dans vingt ans, la population pourrait commencer à diminuer. Selon Philippe Goetzmann, les volumes de ventes alimentaires pourraient même baisser de 10 à 15% en France dans les dix prochaines années. Le défi est immense.

Laure Croiset et  
Guillaume Echelard

## La décrue s'accélère dans les écoles

**D**es villages aux grandes villes, ce sont sans doute les témoins les plus visibles du baby krach : en dix ans, selon le ministère de l'Education nationale, les écoles publiques ont perdu 271 000 élèves dans les territoires ruraux et 225 000 dans les communes urbaines. A la clé, des fermetures de classes et d'établissements, mais aussi un allègement de la taille des classes. D'ici à 2034, le phénomène

devrait s'accélérer, avec 17% d'élcoliers en moins dans le premier degré et un effet en cascade à prévoir dans les collèges et lycées. Jusqu'à présent épargnées dans un contexte de pénurie de places, les crèches, surtout privées, commencent à être impactées. « Pour la première fois à Paris, nous avons perdu 250 familles qui ont été rappelées par les crèches municipales car elles n'avaient pas rempli toutes leurs places à la rentrée

2025. Nous allons rendre deux délégations de service public à la mairie faute de naissances », illustre Cédric Dugardin, directeur général de People & Baby. Mais pour Elsa Hervy, déléguée générale de la Fédération française des entreprises de crèches, « au niveau national, cet effet devrait rester modéré avec les départs massifs à la retraite des assistantes maternelles d'ici dix ans, qui ne seront pas toutes remplacées ». M. P.

# Quatre leviers pour faire renaître l'envie de procréer

*Redresser la courbe de la natalité ne passe pas forcément par des politiques coûteuses. Soutenir les jeunes parents dans leur vie quotidienne mais aussi professionnelle pourrait s'avérer efficace.*

**L**'action publique peut-elle avoir un impact sur la natalité? Ce n'est pas prouvé tant les ferment de la fécondité sont intimes et variés. Mais de nombreuses mesures – parfois simples – peuvent favoriser la venue d'un enfant, y compris à l'initiative des entreprises, où vie privée et vie professionnelle s'entremêlent de plus en plus.

### ACCOMPAGNER LA PARENTALITÉ EN ENTREPRISE

« Chez Amazon, nous offrons à tous les nouveaux parents un mois supplémentaire de congés payés. » Dans sa dernière publicité, la filiale française du géant de l'e-commerce promeut sa politique d'aide en faveur des familles. Depuis deux ans, tous les salariés – hommes et femmes – du groupe dans l'Hexagone bénéficient aussi d'un accès illimité à la plateforme Maven, qui accompagne les jeunes parents dans les procédures d'adoption ou de traitement contre l'infertilité. De plus en plus d'entreprises se préoccupent du bien-être des parents. « Maintien du salaire pendant les congés paternité, maternité et d'adoption, soutien financier pour les modes de garde,

télétravail adapté aux

contraintes de la vie familiale », énumère Hubert Pellerin, qui a créé la plateforme

Parents on board avec sa sœur Marie. Grâce à leur « Family Score », ils évaluent les sociétés les plus engagées. Parmi elles, le spécialiste du nucléaire Orano, qui prévoit d'embaucher plus de 1500 personnes cette année, dont

30% de femmes, y compris pour des métiers techniques. L'accompagnement de la parentalité est un des piliers de son accord sur l'égalité professionnelle signé à l'unanimité des syndicats en 2023. Adaptation des postes et des horaires, salles d'allaitement, mais aussi accompagnement à la procréation médicalement assistée (PMA) et à l'accueil d'un enfant issu d'une gestation pour autrui (GPA)... Le spectre est large. « Un parent épanoui serait jusqu'à neuf fois plus engagé dans son entreprise, explique Orano. A ce titre, le soutien à la parentalité est un levier de performance collective. »

### BÂTIR DES MAISONS POUR LES FAMILLES NOMBREUSES

« Et si la crise de la natalité était d'abord... une crise du mètre carré... » Récemment, sur sa page LinkedIn, Robin Rivaton, spécialiste de l'immobilier, a développé cette hypothèse à la lumière d'un article publié par l'université de Toronto et titré non sans humour « *Build, baby, build* » (*Construit, chéri, construit*), en écho au slogan de campagne de Donald Trump qui invitait à intensifier les forages pétroliers. Selon son auteur, Benjamin Couillard, quand le logement devient trop cher, le nombre des naissances chute. Ainsi, la hausse des loyers aurait fait « disparaître » environ 13 millions d'enfants aux Etats-Unis entre 1990 et 2020, soit 11% sur la période. Mais si le chercheur canadien plaide pour davantage d'appartements fami-



\*Rapport entre le revenu disponible brut et la moyenne des prix immobiliers à l'achat.  
SOURCE : HIPPOLYTE D'ALBIS.

## 29,1 ans

C'est l'âge moyen des mères à la naissance de leur premier enfant en 2023 (contre 24 ans en 1974).

SOURCE : INSEE.

tés les plus engagées. Parmi elles, le spécialiste du nucléaire Orano, qui prévoit d'embaucher plus de 1500 personnes cette année, dont

liaux, Robin Rivaton défend, lui, une relance de la construction de maisons individuelles. « Pour la classe moyenne qui n'a pas accès au logement social et aux grands appartements de centre-ville, cela reste une aspiration quand la famille s'agrandit », rappelle-t-il. De l'habitat groupé sur des petites parcelles avec un jardin qui fait office de salle à manger extérieure. » Pourtant, avec 88 000 projets de maisons individuelles en 2023, la France a atteint son plus bas niveau depuis cinquante ans. Pourquoi pas, alors, bonifier le prêt à taux zéro en fonction de la taille des familles ?

### MULTIPLIER LES LIEUX DE RENCONTRE

Comment simplifier la politique familiale en vue de créer « un choc d'attractivité », selon l'expression du député Jérémie Patrix-Leitus, rapporteur de la récente mission d'information sur les causes et les conséquences de la baisse de la natalité en France. Car entre les allocations et les primes, souvent soumises à des barèmes, il faut être expert pour s'y retrouver. « Le versement d'allocations familiales à partir du deuxième enfant et l'obtention d'une part fiscale entière au troisième sont en décalage avec la réalité sociologique », pointe par ailleurs l'économiste Maxime Sbaihi. Aujourd'hui, les familles de trois enfants et plus ne pèsent plus que 16%, contre 25% dans les années 1970. « C'est le premier enfant qui ne vient plus aussi naturellement. » D'où l'idée d'une

**6,4 millions**  
de ménages  
touchent  
en moyenne  
1670 euros par  
an de prestations  
familiales.

SOURCE : INSEE.



John Locher/AP/Sipa

**Jensen Huang, au CES de Las Vegas, le 5 janvier.** « Nous avons besoin d'immigrés IA pour nous aider à produire dans les usines et faire toutes les tâches que nous ne voulons pas faire », déclare le PDG de Nvidia, qui prédit l'arrivée de robots dotés de capacités humaines dès cette année.

allocation universelle, non conditionnée aux revenus des parents, dès qu'un foyer s'agrandit. Ou, plus originale, celle de multiplier les lieux de rencontre pour lutter contre la baisse de la conjugalité, comme le prône l'économiste Julien Damon. « On devrait créer les *Nuits de la CAF*, comme il y avait le bal des catherinettes », avance-t-il. Une politique moins onéreuse et peut-être plus efficace.

### DÉVELOPPER DES ROBOTS INTELLIGENTS EN RENFORT

Des robots dotés de capacités humaines ? C'est pour bientôt. « Dès cette année, car je sais à quelle vitesse la technologie progresse », a même prédit en janvier Jensen Huang, le PDG du géant américain des microprocesseurs Nvidia, lors de sa keynote au Consumer Electronics Show de Las Vegas. Selon lui, « nous sommes à l'aube d'une nou-



velle révolution industrielle » avec la convergence de la robotique et de l'intelligence artificielle. Or ces ma-

chines autonomes capables de raisonner pourraient compenser à l'avenir le manque de bébés. « Nous avons besoin d'immigrés IA pour nous aider à produire dans les usines et faire toutes les tâches que nous ne voulons plus faire », a lancé Jensen Huang, un brin provocateur. Des androïdes plus faciles à gérer que des travailleurs clandestins... Quoiqu'en France, la conversion n'est pas faite.

« Pendant longtemps, les responsables politiques ont considéré les robots comme destructeurs d'emploi, rappelle Jacques Dupenloup, directeur de la division Robotics France de Stäubli.

Pourtant, les pays les plus avancés dans ce domaine, à savoir la Chine, le Japon, la Corée du Sud, les Etats-Unis et l'Allemagne, sont ceux qui ont le plus faible taux de chômage. » Or cette robotisation des usines, des laboratoires de recherche, des cabinets d'audit et des administrations permettrait de faire d'immenses gains de productivité. « Si l'on veut continuer à financer l'Etat providence, cela pourrait être une solution pour équilibrer les comptes sociaux », suggère Julien Damon, auteur du livre *Les Batailles de la natalité. Quel « réarmement démographique » ?* (Editions de l'Aube, 2024). La France n'en prend pas le chemin. L'an dernier, les investissements dans la robotique industrielle ont encore reculé de 25%, alors que les pénuries de main-d'œuvre restent élevées dans de nombreux secteurs.

**Kira Mitrofanoff**

# Les aînés répondent présent

*Sortie d'école, vacances scolaires, nounou malade... et les grands-parents sont appelés en renfort. Une solidarité qui peut dépasser le cadre familial.*

**T**rônant au milieu de la salle à manger sur sa chaise haute, Gabriel, le museau maculé de yaourt, se frotte les yeux et s'impatiente. « *Tu commences à fatiguer. On va aller faire la sieste* », propose Roseline d'une voix douce, en tendant les bras au bambin de 14 mois. Ce matin encore, la jeune retraitée ne connaîtait ni Gabriel ni ses parents. Roseline est bénévole à l'association SOS Urgence Garde d'Enfants, fondée en 1978 par des grands-mères pour dépanner gratuitement les parents dans une vingtaine de villes (Paris, Angers, Rennes, Lyon...). « *Notre nounou est malade aujourd'hui, explique la mère de Gabriel. Heureusement que Roseline a tout de suite pu venir. Je ne sais pas comment nous aurions fait sinon.* »

### « Se sentir utile »

Cette grande débrouille, tous les parents y sont à un moment donné confrontés. Le gouvernement estime même que 160 000 personnes – surtout des mères – seraient empêchées de reprendre le travail faute de mode de garde. La préoccupation est telle qu'elle arrive invariablement dans le top des freins à la natalité cités. Cette situation impacte aussi par ricochet les grands-parents, souvent les premiers appelés en renfort (maladies, mercredis, vacances scolaires...). « *Nous avons chiffré que les 15 millions de grands-parents réalisent en moyenne 23 millions d'heures de garde hebdomadaires, soit l'équivalent de 650 000 emplois d'assistantes maternelles à temps plein* », énumère Régine Florin, présidente de l'Ecole des Grands-Parents Européens (EGPE), association de soutien à la grand-parentalité. « *Ils sont 64% à garder plus de deux semaines par an leurs petits-enfants. Mais ce rôle pivot est complètement invisibilisé.* »

Nombreux sont aussi les papis et mamies à s'investir dans des asso-



**Chantal Vernière, bénévole de SOS Urgence Garde d'Enfants, dans les Yvelines, le 2 novembre 2025.**

**L'association a été créée par des grands-mères pour dépanner gratuitement les parents dans une vingtaine de villes.**

ciations d'aide aux parents, à l'heure où l'éloignement familial est plus fréquent. « *Dans certains villages, des retraités se mobilisent pour aider les petits-enfants qu'ils n'ont pas en développant des modes de garde* », confirme Maxime Sbaihi, économiste auteur de l'essai *Les Balançoires vides. J'y vois là un levier pour encourager et valoriser les solutions innovantes autour de la natalité.* »

« *C'est devenu tellement difficile d'être parents. Moi, j'adore les enfants et ça fait du bien de se sentir utile* », témoigne Roseline, qui réalise aussi du soutien scolaire à la Croix-Rouge dans les Yvelines. A l'EGPE, les 80 bénévoles retraités accompagnent des jeunes mamans en détresse, animent des ateliers de langage dans les écoles maternelles, organisent des cafés intergénérationnels ou répondent à la ligne d'écoute Allô grands-parents, dédiée aux parents et grands-parents en conflits familiaux... Dispersées, ces

initiatives restent néanmoins souvent méconnues du grand public. Certains, à l'instar du Medef, vont même plus loin en proposant de former et de rémunérer des retraités volontaires pour épauler les personnels de crèches ou de maisons d'assistantes maternelles, dans un contexte de pénurie de professionnels. De Kinougarde à Kangourou Kids, des agences de nounous ciblent déjà ouvertement dans leurs annonces des seniors en quête de complément de revenus pour assurer les sorties d'école. En Croatie, pour pallier le manque de crèches, la municipalité de Samobor va jusqu'à payer 360 euros par mois les grands-mères acceptant de jouer les nourrices pour leurs petits-enfants. Mais ces incitations relèvent plutôt de la rustine tant la garde d'un bambin peut être exigeante et épuisante. En France, 4% des bébés de moins de 3 ans sont d'ailleurs confiés à leurs grands-parents à plein temps. ▶ Marion Perroud



# POURQUOI CERTAINES PERSONNES AIMENT LES LUNDIS ?

Christine dirait que son travail l'a aidée à chasser les idées noires. Qu'elle y a trouvé la force d'affronter le cancer, tout en préservant quelque chose d'essentiel pour elle : une forme de normalité.

Pour Jim aussi, continuer à travailler a compté. Cela l'a aidé à garder un rythme, un quotidien. À continuer à voir la vie au-delà de la maladie. Et surtout, à rester Jim.

Au travail, Eva a trouvé le soutien de son équipe sans avoir à endosser, en plus, le rôle de celle qui rassure les autres.

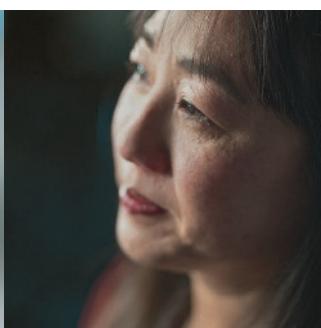
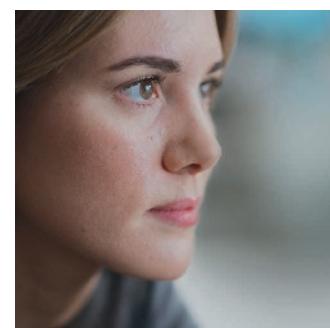
Pour Manda, institutrice, le travail était une échappatoire. Quand on est avec des enfants, on est entièrement là. On pense à tout... Sauf au cancer. Sous peine de se prendre une brique en plastique en pleine tête.

Christine, Jim, Eva, Manda. Ils ne sont pas les seuls.

La majorité des personnes qui peuvent continuer à travailler pendant leur traitement déclarent que cela les aide à tenir. Chaque expérience est différente, mais pour ceux qui en font le choix, garder une activité professionnelle peut apporter un sentiment de normalité, de stabilité et de bien-être.

**De nouvelles recherches montrent qu'il existe un lien entre le travail et la qualité de vie des patients atteints d'un cancer. Alors faisons du travail un lieu qui contribue à leur rétablissement.**

Pour en savoir plus :  
[workingwithcancerpledge.com](http://workingwithcancerpledge.com)



# L'Italie de Meloni se convertit à l'immigration de travail

*Pour tenter de faire face à la crise démographique, le gouvernement italien d'extrême droite a ouvert des quotas d'entrée pour les travailleurs étrangers.*

**A**u rythme où la démographie s'effondre, le dernier Italien sur Terre pourrait naître dans 200 ans et mourir dans environ 300 ans. En publiant ce scénario catastrophe, le think tank The European House-Ambrosetti (Teha) avait frappé les esprits dans la péninsule, à la rentrée 2023. Les Italiens ne peuvent plus le nier : il appartient désormais au passé le temps où une solide culture catholique et un sens sacré de la famille maintenaient le dynamisme de la natalité. Depuis 1950, son taux a été divisé par deux. Et en 2050, il n'y aura plus qu'un actif pour chaque retraité – une perspective qui fait déjà grimper la fièvre des organismes de retraite.

La situation est jugée si inquiétante qu'elle a fait fondre les certitudes de l'extrême droite au pouvoir comme du parmesan sur un plat de gnocchis. Le gouvernement de Giorgia Meloni a ouvert, l'an passé, des quotas de main-d'œuvre immigrée à hauteur de 497 550 personnes d'ici à 2028, dont 165 000 permis de travail pour 2026. Cela après avoir déjà pro-



posé 450 000 entrées entre 2023 et 2025. Oubliés, les effets de manche de la leader venue du néofascisme, lorsqu'elle stigmatisait le risque de « *substitution ethnique* » engendrée par l'immigration. Ou lorsqu'elle lançait, en 2022 : « *Oui à la famille, oui à des frontières sûres, non à la migration de masse.* »

La cheffe du gouvernement se défend pourtant d'être une girouette, en soulignant que l'immigration qu'elle appelle de ses vœux, organisée et destinée à consolider l'économie, n'a rien à voir avec les migra-

**Giorgia Meloni à la Conférence internationale sur le développement et la migration, à Rome, le 23 juillet 2023.**  
**La Première ministre italienne avait proposé 450 000 entrées entre 2023 et 2025.**

tions clandestines qui terminent sur l'île de Lampedusa. Et cette distinction fait mouche. « *Ce type de politique [menée par l'Italie], ambitieuse et tournée vers l'avenir, est de celles dont nous avons un besoin urgent* », l'a félicitée Amy Pope, la directrice générale de l'Organisation des migrations internationales, qui dépend de l'ONU. *Lorsque des pays bâtissent des canaux de migrations légales, ils ne répondent pas seulement aux pénuries de main-d'œuvre, ils protègent également les populations de l'exploitation.* »

### Appui du patronat

Le patronat italien applaudit aussi en voyant s'ouvrir les frontières. La Confindustria (équivalent du Medef) réclame même un doublement des quotas, pour faire grimper à 300 000 le nombre de permis de travail annuels qu'il se dit prêt à recruter sur ses chaînes de fabrication. « *Cela fait longtemps que nous n'avons pas de préjugés pour accueillir la main-d'œuvre étrangère* », confie Ricardo Rosa, président de la fédération des fabricants de machines-



**Statues à Ichinono (Japon).**  
Le village en a installé 70 pour combler le manque d'enfants.

## Les mesures les plus folles pour booster la natalité

**U**ne seule naissance en vingt ans ! Comme partout au Japon, le village d'Ichinono, situé à 60 kilomètres d'Osaka, est confronté à une crise de dépopulation. « *Pour se sentir moins seul* », la municipalité a trouvé une idée iconoclaste : installer 70 statues d'enfants dans les rues. En matière de politique familiale, certains Etats font preuve d'une créativité déconcertante.

Peu importe si ces mesures natalistes ne font pas bouger d'un iota les courbes, l'essentiel est souvent dans l'affichage politique, quitte parfois à friser le ridicule. Nuit nationale à Singapour, journée de la conception en Russie avec récompense à la clé en cas de naissance (voitures, électroménagers...), concours du bébé de l'année en Italie, distribution de lingot d'or miniature en Corée du Sud...

En Chine, les cours particuliers ont été interdits au prétexte qu'ils encourageraient la compétition scolaire, vue comme néfaste à la natalité car les parents préfèrent se concentrer sur la réussite d'un seul enfant. Et la Hongrie n'est pas en reste : le pays a décidé d'exempter d'impôts à vie les mères de quatre enfants. Sans que cela n'ait eu, pour l'instant, d'impact sur le taux de natalité du pays. **T. D.**

outils à la tête d'une PME du secteur. *Nous avons l'habitude d'organiser des cours de langue, car la communication est indispensable dans les usines. Et nous avons besoin d'un système légal qui octroie des papiers aux travailleurs immigrés : nous ne faisons pas appel à des saisonniers, le temps d'une récolte, comme dans les champs. »*

### Lenteurs administratives

L'administration des *Decreto Flussi*, selon le nom de ces quotas, laisse encore largement à désirer. Sur la première vague, seules 13% des demandes des entreprises ont obtenu satisfaction – par manque d'offres mais surtout en raison des lenteurs administratives. Pourtant, sur le fond, le système fait consensus. « *Le gouvernement a su se montrer pragmatique*, analyse Paolo Borzatta, associé au sein de Teha. *On ne peut dénier sa tentative de prendre les choses en main.* » Même Anna-maria Parente, directrice de l'Observatoire sur la crise démographique et proche de l'ex-Premier ministre de la gauche libérale Matteo Renzi, souligne l'intérêt du système, dès lors qu'il est associé au plan Mattei – un ensemble de mesures du gouvernement qui vise à aider l'Afrique dans son développement. « *Cela permet à de nombreuses entreprises, organisations patronales et agences pour l'emploi de former, avec des universités et établissements d'enseignement technique, des jeunes filles et garçons des pays africains aux compétences requises par le marché du travail italien* », explique-t-elle.

Suffisant pour stopper la dégringolade démographique ? Sans doute pas. « *Au fond, la solution pour relancer la natalité durablement serait de repeindre l'avenir en rose et de donner davantage foi dans le futur*, analyse Paolo Borzatta. *Mais pour cela, il faut jouer sur les profondeurs de la psyché humaine – une opération bien délicate.* » En attendant, les Italiens ont quand même déjà mené une révolution culturelle : leurs grands-parents et arrière-grands-parents étaient sur une terre d'émigration de masse ; aujourd'hui, ils savent qu'ils vivent dans un pays d'accueil des immigrés.

Grégoire Pinson

# Médor, enfant roi

*Evolution visible de notre société dans les foyers et dans les villes, les animaux de compagnie ont tendance à être considérés comme de vrais membres de la famille.*

**L**a nature a horreur du vide. La place laissée par les enfants, dans les familles et dans les villes, est prise par les animaux domestiques. Les toutous sont les nouveaux bébés et sont traités comme tels. Le phénomène est connu des sociologues et réjouit les géants du *pet food* tels que Mars et Nestlé. Ce dernier récupère d'ailleurs largement dans ce secteur, seul marché alimentaire à connaître une croissance à deux chiffres, ce qu'il perd dans les laits maternels et les petits pots pour bébés. On a observé de longue date que les couples de retraités adoptent un chien pour remettre de la vie dans leur maison désertée par

« papa et maman » de chats et de chiens qui eux, ne sont plus « mâles ou femelles » mais « garçons ou filles ». Les études évoquent la « *pet parentalité* » et se penchent sur des sujets graves comme les dégâts psychologiques des « *pet parents* » possessifs sur leurs animaux et la tendance croissante des propriétaires de chiens et chats à laisser leurs chéris dormir dans leur lit. Les villes connaissent elles aussi des évolutions qui prêtent à sourire. On y croise de moins en moins d'enfants et toujours plus d'animaux. Le sociologue Clément Rivière a très bien documenté la disparition des enfants dans la cité. Au moment où l'on démonte les toboggans et balançoires dans les jardins publics, les propriétaires de chiens lancent

## On ne parle plus de propriétaires d'animaux mais de « papas et mamans » de chats et de chiens.

leurs enfants devenus grands. Mais aujourd'hui, ce sont les jeunes qui prennent un animal qui remplace souvent l'enfant. Selon une enquête Kantar menée en mai 2025, 33% des 25-34 ans considèrent leur animal comme un membre de la famille, contre 17% pour les autres catégories. Conséquence logique, les nouveaux bébés à poils sont gâtés pourris (cadeaux de Noël, goûter d'anniversaire, baby-sitters qualifiés, cours de yoga, régime minceur, séances de psy...) et élevés bien sûr dans un climat de bienveillance avec la méthode Montessori comme préconisé par plusieurs gourous des réseaux sociaux. La sémantique s'adapte et il est devenu du dernier mauvais goût de parler de propriétaires d'animaux comme autrefois. Dites

des pétitions pour l'ouverture d'espaces de sociabilisation où leurs toutous peuvent se retrouver librement entre eux, sans être retenus par une laisse, un accessoire de plus en plus « mal vécu ».

A la veille des élections municipales, les candidats ont compris le poids du lobby des animaux, d'autant plus puissant qu'il est relayé par Mars Petcare et son programme Better Cities for Pets, organisatrice de marches de solidarité pour que l'on accorde plus de place aux chiens dans la ville, avec des influenceurs et des célébrités. La multinationale veut convertir les 66% de foyers qui n'ont pas encore d'animal. Tous préparent une société où l'on ne caressera que dans le sens du poil. **Jean-François Arnaud**